



Statut de Jérusalem : entre folie et provocation à la guerre

Robert Fisk – *Trump espère-t-il un autre accueil chaleureux et une autre danse traditionnelle à l'épée à Riyad ? Est-ce que les Saoudiens achèteront toutes ces milliards d'armes américaines s'il livre Jérusalem aux Israéliens ? On peut en douter.*

Au milieu de trois guerres catastrophiques au Moyen-Orient, il serait difficile d'imaginer quelque chose de plus provocateur, dangereux – ou tout simplement délirant – que l'initiative des États-Unis de déplacer leur ambassade de Tel Aviv à Jérusalem. Pourtant, c'est exactement ce que Donald Trump est en train de faire cette semaine. D'une certaine manière, nous aurions dû nous y attendre : des présidents fous font des choses folles.

Mais n'y a-t-il personne à la Maison Blanche qui puisse le retenir ? Pas même Jared Kushner, qui est censé être la main de Trump au Moyen-Orient ? Ou Kushner est-il trop impliqué dans son dernier scandale – tel que révélé par Newsweek : qu'il n'a pas fait connaître sa co-direction d'une fondation finançant des colonies juives illégales en Cisjordanie quand il a déposé ses dossiers financiers au Bureau de l'Éthique gouvernementale cette année – pour oser se faire entendre ?

Car ce n'est pas que l'ambassade elle-même ne soit qu'un geste symbolique. Cela signifie que les États-Unis reconnaîtraient que la ville de Jérusalem, sacrée pour les musulmans, les juifs et les chrétiens, est la capitale de l'État israélien et que les Palestiniens ne pourront jamais la partager. Le moribond « processus de paix » – abandonné par les Israéliens, puis par les Palestiniens puis par les Américains il y a des années, bien que « les hommes d'État » en parlent encore dans le monde virtuel dans lequel ils vivent – n'existerait plus, même dans nos imaginations.

C'est pourquoi tout le monde de Macron à Erdogan, des Saoudiens à l'Union Européenne, et bien sûr les malheureux Palestiniens, ont critiqué et condamné de diverses manières la décision à venir de Trump. S'il ne signe pas de report officiel – qui doit être renouvelé tous les six mois – à la loi américaine pour déplacer l'ambassade, alors il va en effet, pour reprendre les termes des dirigeants palestiniens, prendre le risque d'un conflit « ethnique ».

LIRE ÉGALEMENT : Installer l'ambassade US à Jérusalem mènera à un bain de sang

N'y a-t-il pas assez de guerres au Moyen-Orient pour occuper la Maison blanche même dirigée par un fou ? Trump a depuis longtemps pris le parti sunnite dans le conflit sunnite-chiite – mais maintenant il risque d'augmenter les tensions en les exaspérant tous les deux. Les Arabes savent tous – et beaucoup d'Israéliens sont d'accord – que le président Trump est dingue. Mais les implications de tout déplacement de l'ambassade – ou en d'autres termes l'acceptation par Trump que Jérusalem est en effet la capitale d'Israël – seront énormes. Cela revient à signifier aux Arabes, musulmans et chrétiens, que leur deuxième ville la plus sainte appartient aux Juifs d'Israël et non à eux. Cela dira aux Iraniens la même chose. Cela signifiera la même chose pour tous les pays musulmans du monde. Trump espère-t-il un autre accueil chaleureux et une autre danse traditionnelle à l'épée à Riyad ? Est-ce que les Saoudiens achèteront toutes ces milliards d'armes américaines s'il livre Jérusalem aux Israéliens ? Les musulmans croient généralement que le Prophète, né en Arabie, est monté de Jérusalem au ciel.

En Occident, cela va pourrir davantage les relations entre Washington et l'Union Européenne, cela nuira aux relations canado-américaines – car Ottawa ne suivra sûrement pas l'initiative de Washington – et l'UE, qui croit encore cruellement au fameux « processus de paix », ne va certainement pas répondre en déplaçant ses propres ambassades à Jérusalem. Il y a, bien sûr, des consulats européens à Jérusalem – mais pour couvrir Jérusalem-Est et la Cisjordanie, pas Israël.

Bibi Netanyahu et son gouvernement israélien extraordinairement « extrême-droite » seront certainement heureux, car cela déclenchera une nouvelle et bien plus grande expansion des colonies juives – que nous appelons étrangement des « implantations » – sur les terres arabes, dépouillant encore plus les Palestiniens. Les Israéliens ont volé des terres à leurs propriétaires arabes légaux pendant des années, mais le président Trump enlèverait alors aux Palestiniens l'espoir même d'une capitale à Jérusalem-Est.

Et comment vont réagir les Palestiniens des camps de réfugiés au Liban ? Il n'y a guère d'habitation palestinienne sans une photo de la mosquée Al-Aqsa apposée au mur. Comment le Hezbollah répondra-t-il ? Peuvent-ils simplement se contenter de la rhétorique – ou devront-ils tirer des missiles sur la frontière israélo-libanaise pour exprimer leur colère ?

LIRE ÉGALEMENT : Al-Aqsa : la victoire des Palestiniens à Jérusalem est un moment qui fera date

Et les Russes, le plus grand allié de la Syrie – où Bachar al-Assad déclarera sûrement son régime comme porte-drapeau dans une nouvelle bataille pour une « Jérusalem libérée » – ne peuvent guère laisser passer une telle initiative sans prendre le parti arabe. Et en vendant aux Arabes les navires de guerre, les avions de chasse et les missiles que ceux-ci achetaient jusqu'ici aux Américains.

Un rêve israélien pourrait devenir réalité si Trump annonce Jérusalem comme étant la capitale d'Israël. Mais ce sera aussi un cauchemar arabe. Au moins, quand Jérusalem restait l'objet de négociations israélo-palestiniennes, les Arabes de Cisjordanie pouvaient s'accrocher au vague espoir de disposer un jour d'une partie de la ville. Mais si Trump va de l'avant, l'Amérique ne pourra plus jamais prétendre mettre en place un autre « processus de paix », même imaginaire. « Une erreur colossale » sera le moins que le monde pourra dire à propos des États-Unis si Trump ne signe pas la

dite suspension.



* **Robert Fisk** est le correspondant du journal The Independent pour le Moyen Orient. Il a écrit de nombreux livres sur cette région dont : [La grande guerre pour la civilisation : L'Occident à la conquête du Moyen-Orient](#).

Articles du même auteur.

5 décembre 2017 - *The Independent* - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah



Comment Israël exporte ses pratiques criminelles aux États-Unis

Ramzy Baroud - *Les empreintes israéliennes sont de plus en plus apparentes dans l'appareil sécuritaire américain. Cela n'augure rien de bon pour les Américains.*

Le projet de [loi S.720](#) du Sénat américain aurait dû avoir l'effet d'un avertissement. Ce projet de loi, rédigé par le groupe de pression israélien, [American Public Affairs Committee](#) (AIPAC), dans le cadre de son « [2017 lobbying agenda](#) » doit punir toute personne ou entreprise qui boycotte Israël en raison de ses violations des droits de l'homme et des Palestiniens.

La [punition extrêmement dure](#) pourrait atteindre un million de dollars d'amende, et aller jusqu'à 20 ans de prison. Bien que le boycott politique [ait été certifié](#) comme un droit par la Cour suprême des États-Unis, le Congrès veut faire du boycott d'Israël l'exception, même si cela revient à nier les principes de la démocratie américaine.

Pourtant, les protestations sont en grande partie étouffées. Les principaux médias américains n'ont toujours pas questionné à ce propos les législateurs américains, alors que des centaines de ces élus ont déjà approuvé cette initiative inacceptable.

Critiquer Israël est toujours un tabou aux États-Unis, où le Congrès se soumet aux pressions et pots-de-vin des lobbies, et où le discours des médias sur l'occupation militaire israélienne illégale de la Palestine est encore moins critique que celui des médias israéliens eux-mêmes.

Cependant, l'infiltration du gouvernement américain n'est pas nouvelle. Elle ne fait que se renforcer, en raison de l'absence de suffisamment de voix critiques capables de créer un semblant d'équilibre ou au moins un débat sérieux sur la question.

Pendant des années, les citoyens américains ordinaires ont été tenus éloignés de toute discussion sur Israël et la Palestine. Le sujet paraissait étranger, pollué par la propagande hollywoodienne, les préjugés sur la religion et le manque de compréhension de l'Histoire.

Mais ces dernières années, Israël est devenu partie intégrante de la vie américaine, même si la plupart des gens n'ont pas conscience de l'influence israélienne.

« Au lendemain du 11 septembre 2001, Israël a mis à profit son expérience de plusieurs décennies en tant que force d'occupation pour se positionner comme un leader mondial de la lutte contre le terrorisme », a [rapporté Alice Speri](#) dans l'Intercept.

L'image de marque à succès a valu en retour aux entreprises de sécurité israéliennes des milliards de dollars. Ces gains massifs sont le résultat de l'exploitation de la peur américaine du terrorisme, tout en présentant Israël comme un modèle de lutte contre le terrorisme.

Au cours des deux dernières décennies, des centaines de hauts fonctionnaires fédéraux et des milliers d'officiers de police ont à ce jour [reçu une formation](#) en Israël ou par le biais de séminaires et d'ateliers organisés par les [compagnies israéliennes](#).

Des groupes comme l'AIPAC, l'Anti-Defamation League (ADL) et l'Institut juif pour les affaires de sécurité nationale sont, à divers degrés, impliqués dans la [transformation de la force de police](#) américaine en unités militarisées similaires à la structure de la police israélienne.

En tant que puissance occupante, Israël a brouillé les frontières entre la police et l'armée. Dans des zones comme Jérusalem-Est en Palestine occupée, les deux appareils se comportent de la même manière. Ils « [tirent pour tuer](#) » à la suite de la moindre provocation ou de la [moindre suspicion](#).

Souvent, sans aucune raison du tout.

Alex Vitale, auteur et professeur de sociologie à Brooklyn College, parle de la [nature des voyages réguliers](#) effectués par les agents fédéraux et les policiers américains en Israël.

« Une grande partie du maintien de l'ordre que les gens observent et dont on parle pendant ces voyages est le maintien de l'ordre dans un [contexte non démocratique](#). »

Ce « contexte non démocratique » implique le maintien de l'ordre, l'humiliation et souvent le [meurtre pur et simple](#) des Palestiniens sous occupation. Au lieu de faire pression sur Israël pour qu'il cesse d'occuper les Palestiniens, le gouvernement américain importe l'expertise israélienne dans ses propres villes.

En effet, le phénomène de mimétisme avec l'armée américaine fait ressembler les flics locaux à une

« force d'occupation » plus qu'à des individus dont la mission serait de protéger le public. Israël exporte ses tactiques d'occupation vers les États-Unis, avec des sous-traitants militaires israéliens ouvrant des filiales à travers le pays, faisant la promotion de leurs technologies de surveillance, de leurs murs, de leur matériel de surveillance des frontières et de leurs pratiques violentes.

Les Américains devraient s'inquiéter, mais la plupart d'entre eux sont inconscients de cette tendance plutôt effrayante car les médias mettent rarement en lumière l'influence militaire israélienne croissante sur la vie américaine.

Une société israélienne, [Elta North America](#), (une filiale de l'industrie aérospatiale israélienne) a été l'une des huit sociétés à avoir reçu une somme très importante d'argent pour produire un prototype de mur que les États-Unis ont l'intention de construire le long de la frontière américano-mexicaine. Le mur était l'une des principales promesses faites par Trump au cours de sa campagne pour la Maison Blanche. Israël a été le premier pays à se précipiter pour soutenir les propos ségrégationnistes de Trump.

« Le président Trump a raison, j'ai construit un mur le long de la frontière sud d'Israël, il a stoppé toute immigration clandestine, un grand succès, une excellente idée », a alors [tweeté](#) le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

Bien que son soutien à Trump ait irrité le Mexique et de nombreux Américains, Netanyahu avait une trop bonne idée des possibles investissements lucratifs pour les années à venir.

En effet, la sécurité aux frontières des États-Unis a été une source majeure de revenus pour les entreprises israéliennes.

L'un de ces contrats juteux était celui accordé par l'administration Obama à la société israélienne Elbit Systems. Pour un projet évalué à [145 millions de dollars](#), l'entreprise a fourni du matériel de surveillance et construit des tours le long de la frontière des États-Unis au sud de l'Arizona, avec l'état de Sonora au Mexique.

Elbit a également été grassement rétribué par Boeing en 2006 pour son rôle dans l'initiative « [DHS Strategic Border Initiative](#) ».

[Magal Security System](#), la firme israélienne qui a aidé l'armée israélienne à renforcer le siège de Gaza, est activement impliquée dans l'industrie américaine de la sécurité et a été l'une des premières entreprises à construire le mur pour couper le Mexique des États-Unis.

Les pratiques illégales d'Israël sont maintenant le modèle sur lequel les États-Unis prévoient de s'appuyer pour surveiller les villes, les frontières et définir ses relations avec ses voisins.

Mais le fait est que les murs israéliens [ne sont pas destinés à la défense](#), mais plutôt à annexer les terres palestiniennes et arabes, tout en alimentant ses propres phobies nationales sur les menaces qui l'entoureraient.

Alors que la réaction imprudente et violente des États-Unis aux attentats du 11 septembre 2001 ont nourri les craintes américaines par rapport au reste du monde, les [politiques isolationnistes](#) de Trump ouvrent la voie à d'autres infiltrations israéliennes du gouvernement et de la société américaines.

La preuve de tout ceci peut maintenant être découverte dans les grandes villes américaines, ses différentes frontières et le système de surveillance qui potentiellement peut surveiller chaque citoyen américain.



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#).

Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net.

Articles [du même auteur](#).

2 novembre 2017 - Transmis par l'auteur - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah



[L'après Balfour : 100 ans d'histoire et d'occasions manquées](#)

Zena Agha, Jamil Hilal, Rashid Khalidi, Najwa al-Qattan, Mouin Rabbani, Jaber Suleiman et Nadia Hijab - Réseau **Al Shabaka**

Un déferlement mondial d'analyses et d'activités militantes marque le 100ème anniversaire de la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917. La Déclaration a donné l'imprimatur impérial à la Résolution prise par le mouvement sioniste lors de sa première conférence à Bâle en 1897 de « donner un foyer au peuple juif en Palestine garanti par le droit public » et a engendré une guerre et une violence sans fin, ainsi que la dépossession, la dispersion et l'occupation du peuple palestinien.

L'histoire aurait-elle pu prendre un autre tour? Les Palestiniens auraient-ils pu, à un moment ou un autre, influencer le cours des choses pour qu'il prenne une autre direction? Nous avons organisé une table ronde avec des historiens et des analystes du réseau politique d'**Al-Shabaka** pour leur demander d'identifier une situation précise qui aurait pu tourner différemment si le peuple palestinien avait décidé d'un autre plan d'action, et d'en tirer un enseignement pour notre quête d'autodétermination, de liberté, de justice et d'égalité.

Rashid Khalidi ouvre le feu avec sa remarque lapidaire sur l'éternelle incapacité des dirigeants palestiniens à comprendre la dynamique du pouvoir mondial ; le Livre blanc(1) de 1939 est pour lui le signe du caractère gravissime de cette lacune.

Zena Agha mentionne la Commission Peel de 1936 – la première fois que la Partition a été présentée comme une solution – en se demandant si la Partition est inévitable, jusqu'à aujourd'hui, comme l'a affirmé la Commission.

Jamil Hilal cite le Plan de Partition lui-même – la Résolution 181 de 1947 de l'ONU – en rappelant qu'une minorité de Palestiniens pensaient qu'il fallait l'accepter pour donner au mouvement national le temps de se remettre de la défaite que venaient de lui infliger les Anglais et les Sionistes. Selon elle, il faut bien sûr que nous, Palestiniens, tirions les leçons de Balfour, du Plan de partition et d'Oslo, mais il faut aussi se demander qui va en tirer les leçons, et comment on peut obliger les gens à en tenir compte dans leurs actions?

Dans quelle mesure la grande catastrophe de l'Holocauste a-t-elle déterminé la création d'Israël? Najwa al-Qattan soutient que bien qu'il y ait certainement un lien historique, il n'y a pas de relation de cause à effet, et elle exhorte donc à une lecture critique de l'histoire pour préparer l'avenir.

Mouin Rabbani quant à lui, ne pense pas que la visite d'Anwar Sadat à Jérusalem en 1977 ait été une bonne chose ; il souligne qu'en renonçant à la guerre arabe contre Israël, le leader égyptien a aussi privé l'OLP et les États arabes d'une option diplomatique crédible.

Jaber Suleiman compare l'issue de l'Intifada de 1987 contre l'occupation israélienne à celle de la révolte palestinienne de 1936 contre l'occupation britannique et en tire plusieurs leçons, en particulier l'importance de faire dépendre la tactique d'une vision nationale stratégique claire qui guide la lutte palestinienne à chaque étape.

La table ronde a été animée par Nadia Hijab.

Rashid Khalidi: Le Livre blanc et l'incapacité d'appréhender la nature du pouvoir global
Le Livre blanc de 1939 aurait-il pu marquer un tournant dans l'histoire de la Palestine? Peut-être, mais pas un tournant capital. Si les dirigeants palestiniens avaient accepté le Livre blanc, ils auraient pu se repositionner vis-à-vis de la puissance coloniale. Cela aurait pu améliorer leur position à la fin de la révolte de 1936-1939 en les mettant dans le camp de la Grande-Bretagne quand les sionistes se sont retournés contre elle.

Cependant, la Grande-Bretagne était une puissance déclinante. Les États-Unis et les Soviétiques attendaient dans les coulisses et ont fait irruption sur la scène peu de temps après. En 1941, les nazis ont attaqué l'URSS et le Japon a attaqué Pearl Harbor, et le monde a changé, donc tout ce que les Palestiniens auraient pu faire avec la Grande-Bretagne aurait probablement eu peu d'effet. Dans un sens, la grande révolte palestinienne est arrivée trop tard. Les Égyptiens s'étaient révoltés en 1919, les Irakiens en 1920 et les Syriens en 1925. Dans les années 1930, surtout après l'arrivée au pouvoir des nazis, le projet sioniste était complètement lié à la Palestine.

Cependant, ce que cette période met en lumière, c'est le fait que tous les dirigeants palestiniens sans exception étaient handicapés par une mauvaise compréhension de l'équilibre des forces internationales. Les Palestiniens se battaient contre un mouvement colonial basé en Europe et aux États-Unis et composé d'Européens dont les langues maternelles étaient européennes et qui avaient des réseaux influents en Europe et aux États-Unis.

Pour pouvoir rivaliser avec un mouvement comme celui-là, il aurait fallu que les dirigeants palestiniens aient parmi eux des gens qui avaient des liens avec ces réseaux, qui parlaient couramment leurs langues et qui comprenaient à la fois la politique internationale et la politique intérieure. Les Palestiniens n'avaient pas ces connaissances pendant le mandat britannique – il suffit de lire leurs mémoires. Certains ont eu des intuitions mais ils ne faisaient pas le poids en face de l'autre camp, avant et après la Déclaration Balfour, et avant et après le Livre blanc. Et cela n'a pas beaucoup changé au cours des 100 dernières années, surtout en ce qui concerne les États-Unis. L'OLP avait une bonne compréhension du Tiers-Monde et de son fonctionnement, une bonne compréhension de l'Union soviétique et une certaine compréhension de l'Europe occidentale, raisons pour lesquelles

elle a remporté des victoires diplomatiques dans les années 1970. Mais elle n'avait qu'une vague compréhension de la politique américaine, et c'est encore le cas.

La jeune génération palestinienne qui a grandi aux États-Unis et en Europe est bien mieux équipée. Elle a des réseaux et une bonne compréhension du fonctionnement de ces sociétés, ce qui n'est pas le cas des dirigeants palestiniens ni de la génération de leurs propres parents. Cette génération qui a produit des avocats, des médecins, des professionnels des médias et des gestionnaires financiers progresse en richesse et en influence, et elle n'hésitera pas à utiliser son pouvoir et son influence pour promouvoir la justice pour les Palestiniens.

S'il y a une leçon historique à tirer de cette brève discussion, c'est que ça ne sert à rien d'aller au sommet ; de parler à Lord Balfour ou au secrétaire Tillerson. Ce sont les structures du pouvoir qu'il faut comprendre – Balfour faisait partie d'un gouvernement, d'un parti politique, d'une classe, d'un système, et Tillerson aussi. Il faut comprendre ces structures, ainsi que les médias, et avoir une stratégie pour y faire face. L'idée qu'on peut régler un problème en allant au sommet est une illusion que les Palestiniens et les Arabes ont souvent entretenue à cause de la façon dont fonctionnent les systèmes arabes gouvernés par des rois et des dictateurs. La direction nationale n'a toujours pas de stratégie pour traiter avec les États-Unis, c'est lamentable. En revanche, la société civile palestinienne fait un travail remarquable, à la fois dans la diaspora et en Palestine: eux, ils comprennent le fonctionnement du monde.

Zena Agha: La Partition n'était pas un pilier de la politique

Il y a eu beaucoup d'erreurs et d'occasions manquées tout au long de la longue et douloureuse histoire de la conquête coloniale palestinienne. Dans le contexte du centenaire de la Déclaration Balfour, la Commission Peel – un rapport produit par la même puissance impériale que celle de la Déclaration de 1917 – est un moment crucial, même s'il est passé sous silence, de l'histoire de la quête palestinienne pour son autodétermination.

Dirigée par lord Peel, la Commission était le résultat de la mission britannique en Palestine de 1936. Son but officiel était « d'identifier les causes sous-jacentes des troubles » en Palestine après la grève générale arabe de six mois et « d'enquêter sur la manière dont le Mandat pour la Palestine est mis en œuvre par rapport aux obligations du Mandataire envers les Arabes et les Juifs respectivement ».

Selon le rapport publié en juillet 1937, le conflit entre Arabes et Juifs était irréductible et, par conséquent, la Commission a recommandé la fin du Mandat britannique et la partition de la Palestine en deux États: l'un arabe, l'autre juif. La partition était présumée être le seul moyen de « résoudre » les ambitions nationales contradictoires des deux camps et de sortir la Grande-Bretagne de l'impasse où elle s'était mise.

En dépit des engagements pris dans la Déclaration Balfour, l'Accord Sykes-Picot et la correspondance McMahon-Husseini, la recommandation de partition a formellement entériné l'incompatibilité des obligations britanniques envers les deux communautés. La Commission Peel a été la première forme de reconnaissance que le mandat britannique était intenable, presque 20 ans après sa création. C'était aussi la première fois que la Partition était mentionnée comme une « solution » au conflit que la Grande-Bretagne avait créé.

Les deux partis ont rejeté la recommandation de la Commission. Les dirigeants sionistes étaient mécontents de la taille du territoire qui leur était attribué, tout en approuvant la partition elle-même. Du point de vue palestinien, la partition constituait une violation des droits des habitants arabes de la Palestine. Le rapport de la Commission a déclenché la révolte arabe de 1936 qui a été violemment écrasée par les Britanniques en 1939.

Il est difficile de dire ce qui aurait pu se passer d'autre. Après tout, la révolte arabe (et l'échec de la conférence anglo-arabo-juive de Londres en février 1939) a conduit à la publication du Livre blanc de 1939, qui stipulait: « Le gouvernement de Sa Majesté déclare donc sans équivoque qu'il n'est pas dans son objectif politique que la Palestine devienne un État juif ». C'était une victoire importante pour la communauté palestinienne. C'est ce qui a suivi, à savoir la Seconde Guerre mondiale et les horreurs de l'Holocauste, qui ont radicalement fait pencher la balance en faveur d'un État juif en Palestine.

La Commission Peel et ses conséquences rappellent opportunément que la Partition de la Palestine n'a jamais été le pilier du mandat britannique. Au contraire, la partition a été suggérée, en désespoir de cause, par la Grande-Bretagne, la puissance coloniale, pour se débarrasser du borbier palestinien. Cette partition est alors devenue parole d'évangile pour les Nations Unies nouvellement créées, et aucune négociation n'a depuis été nécessaire ou raisonnable. Alors que nous cherchons à tirer des leçons pour l'avenir, il faut peut-être déboulonner le mythe désormais incontournable selon lequel le partage de la Palestine historique serait le seul moyen d'assurer la paix, quelle que soit la forme que cette paix puisse prendre.

Jamil Hilal: Le Plan de Partition et les bifurcations

Pour voir les routes qui n'ont pas été suivies lorsque la Résolution 181 des Nations Unies (aussi connue sous le nom de Plan de Partition) a été adoptée en 1947, il faut se pencher à nouveau sur la Déclaration Balfour de 1917 et ses conséquences. La Déclaration reflète les intérêts de la Grande-Bretagne dans la région : elle avait besoin de la Palestine pour conserver son contrôle sur le canal de Suez et pour faire obstacle aux ambitions françaises sur le sud de la Syrie. Les préoccupations britanniques étaient donc à la fois économiques (accès au Canal, accès et contrôle du pétrole et du gaz) et politiques (contrôle de la Palestine tel qu'il lui avait été donné par la Société des Nations). Ce contrôle est la raison pour laquelle la Grande-Bretagne s'est engagée à établir un « foyer juif » en Palestine, plutôt qu'un état juif.

La colonisation de la Palestine par les colons juifs européens s'est faite contre la volonté des Arabes palestiniens autochtones grâce à la Déclaration. Cette colonisation européenne de la Palestine initiée par les Britanniques a commencé bien avant les terribles atrocités du régime nazi dans l'Allemagne hitlérienne. Il y a eu beaucoup de résistance palestinienne à cette double colonisation de la Palestine, dont la plus connue est la grande rébellion de 1936-39. La direction du mouvement national palestinien qui a combattu la colonisation sioniste n'était pas d'accord en ce qui concernait le pouvoir britannique. Certains dirigeants pensaient que la Grande-Bretagne pouvait être gagnée à leur cause, tandis que d'autres la considéraient comme l'ennemi principal. Cette différence de vue sur le rôle du pouvoir impérial par rapport à l'ennemi direct existe toujours aujourd'hui.

Les mesures prises par les forces britanniques et sionistes pour écraser la rébellion de 1936-1939 sont venues à bout du mouvement national, ont dispersé ses dirigeants et ruiné l'économie palestinienne. Après, le mouvement n'avait plus de stratégie claire, en dehors d'exiger l'indépendance, une situation qui ressemble à celles d'aujourd'hui.

La réponse palestinienne au Plan de partition de l'ONU a reflété l'affaiblissement du mouvement national. Il n'y a pas eu de stratégie unifiée et pas de discussions pour solliciter l'avis des gens sur la meilleure ligne de conduite, à la fois tactique et stratégique. Seule une petite partie du mouvement national était prête à accepter le Plan. La majorité l'a rejeté mais n'a pas proposé d'alternative claire. La minorité palestinienne qui voulait l'accepter pensait qu'il serait possible de l'utiliser pour déjouer le projet sioniste d'occuper un maximum de terres débarrassées au maximum de leur population d'origine. Ce groupe pensait qu'accepter le Plan donnerait aux Palestiniens l'espace et le temps nécessaires pour renforcer leurs forces et leurs capacités, établir un État et développer des relations avec la région et le monde. D'autres soutenaient que cela n'entraverait en rien le projet sioniste.

Il était normal et naturel de rejeter le Plan de partition. Pour les Palestiniens, cela signifiait abandonner plus de la moitié de leur patrie à un mouvement de colonisation européen qui avait envahi et colonisé leur pays par la force avec la protection de l'Empire britannique. Il avait violé leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance et leur aspiration à un État démocratique qui garantirait les droits de tous ses citoyens sans distinction de religion, d'appartenance ethnique ou de race. En outre, le projet anglo-sioniste n'affectait pas seulement les Palestiniens. Toute la région arabe était concernée.

Le mouvement sioniste a profité du refus du Plan qu'il a fait semblant d'interpréter comme un refus de règlement pacifique, pour déclarer la guerre aux Palestiniens qui n'y étaient pas préparés, qui étaient désorganisés et n'avaient pas de leader.

Les alternatives au Plan de Partition n'ont donc jamais été développées ni discutées. Les arguments avancés par ceux qui voulaient l'accepter n'ont pas été suffisamment débattus et il n'y a eu aucune tentative pour articuler une nouvelle stratégie pour affronter le mouvement sioniste. Un tel effort aurait pu avoir un impact sur Israël et conduire plus tard à la réunification de la Palestine sur une base démocratique. Il aurait au moins fallu en discuter.

Ironiquement, certains arguments de cette époque ont été repris en 1974 pour promouvoir le programme de transition, également connu sous le nom de programme en 10 points, qui visait à établir un État sur n'importe quelle partie libérée de la Palestine. Le programme, approuvé par le Conseil national palestinien (CNP), a facilité l'entrée de l'Organisation de libération de la Palestine à l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que membre non votant.

En 1998, alors que la première Intifada accroissait fortement le soutien international à la cause palestinienne, le CNP a approuvé la solution à deux États. Cependant, les accords d'Oslo de 1993, et ce qui s'en est suivi, ont engendré une Partition encore bien plus préjudiciable à la Palestine que le Plan de Partition original, et ont abouti à la période actuelle où l'équilibre des pouvoirs entre Israël et les Palestiniens, au niveau local, régional et international, est largement en faveur d'Israël.

Compte tenu du fait que les Accords d'Oslo n'ont pas abouti à un État palestinien indépendant, les

Palestiniens doivent-ils persister dans la solution de deux Etats, en attendant un changement de l'équilibre des pouvoirs, ou doivent-ils changer de stratégie et demander un État démocratique unifié en Palestine historique, comme le faisaient des membres éclairés du mouvement national palestinien avant la Nakba, et encore à la fin des années 1960? Cette fois, cependant, il faut aborder la question avec une vision et une stratégie claires et elle doit être débattue dans les communautés palestiniennes de la Palestine historique et dans la diaspora.

Mais débattre ne suffit pas. Nous nous demandons quelles leçons nous, en tant que Palestiniens, pouvons tirer de l'histoire et je repose ma question: Qui va en tirer les leçons? Et ceux qui détiennent le pouvoir en tiendront-ils compte? Les intellectuels pensent souvent que leurs analyses vont influencer les décideurs politiques comme par magie. Mais si les groupes de pression, les mouvements sociaux, les partis politiques, les syndicats et d'autres formes de pouvoir n'agissent pas, il ne se passera pas grand chose.

Najwa al-Qattan: Lire l'histoire à travers le prisme de la réalité

La création de l'État d'Israël en 1948 est la conséquence de plusieurs développements historiques qui remontent au XIXe siècle. L'Holocauste a joué un rôle dans la naissance d'Israël, mais ce rôle a été davantage celui d'une sage-femme que d'une mère ou d'un père. Pourtant, en Occident comme en Palestine, les gens y voient une relation de cause à effet. Cette perception n'est pas seulement due à une faute de logique selon laquelle *post hoc ergo propter hoc*, c'est à dire B a suivi A, donc A a provoqué B. En fait, il faut se pencher sur les six courtes années qui séparent les deux événements pour comprendre. Je vais démontrer qu'il n'y a pas de relation de cause à effet entre les deux événements et je vais expliquer pourquoi ils sont jumelés dans l'imagination populaire. Je conclurai avec les leçons qu'on peut tirer d'une analyse plus critique de l'histoire :

Quand David Ben Gurion a annoncé la création de l'état d'Israël en mai 1948, il ne le sortait pas de son chapeau. Au contraire, cette création couronnait 50 ans d'efforts sionistes. Israël est la conséquence de développements historiques sur le court comme le long terme: l'antisémitisme racial ou moderne en Europe au XIXe siècle; l'émergence du mouvement sioniste en tant que réponse à l'antisémitisme moderne et aux mouvements nationalistes en Russie et en Europe occidentale; l'aptitude du sionisme naissant à combiner le socialisme et le nationalisme dans le but qu'« un peuple sans terre » puisse coloniser « une terre sans peuple » ; le Mandat britannique pour la Palestine grâce auquel - comme en témoigne la Déclaration Balfour - des vagues successives d'immigrants juifs européens ont construit des institutions sociales, économiques, politiques et militaires pré-étatiques.

Parmi les quelque 600 000 juifs européens qui avaient immigré en Palestine en 1948, il y avait 120 000 survivants de l'Holocauste. La population d'Israël a augmenté rapidement au cours des premières années de son existence grâce à l'arrivée de nouveaux immigrants. 300 000 autres survivants de l'Holocauste sont arrivés par vagues ainsi que plus de 475 000 Juifs du Moyen-Orient et d'ailleurs. Considérant que le projet sioniste avait pour but que l'État juif soit un refuge contre l'antisémitisme européen et un foyer national pour le peuple juif, ce petit nombre d'arrivées était un échec moral et politique pour le sionisme. Ils étaient sûrs qu'aussitôt l'état en place, des millions de juifs s'y précipiteraient, mais cela ne s'est pas produit, ni même après la catastrophe de l'Holocauste qui a exterminé six millions de Juifs.

Je ne nie pas qu'il y ait un lien historique entre les deux événements. Le premier lien entre l'Holocauste et la création de l'État d'Israël est lié au calendrier. Bien que, dans les premières décennies du XXe siècle, les créateurs de l'État sioniste aient tous été d'accord sur la location en Palestine d'un futur État juif, ils ne l'étaient pas sur le meilleur moment de le faire (ni sur l'étendue du territoire). Dans ce contexte, l'Holocauste a certainement conduit les dirigeants sionistes à insister sur l'urgence de créer l'État comme lors du Programme Biltmore en 1942, et comme l'a fait aussi la Grande-Bretagne en annonçant qu'elle se retirerait de la Palestine en 1947. Cependant, cela ne signifie pas pour autant que l'un soit la cause de l'autre; les plans et les actions concrètes relatifs à la construction de l'État étaient déjà bien avancés à cette époque.

Le second lien est la propagande politique : le rapport entre l'Holocauste et Israël permet souvent d'interdire, en la dénonçant comme antisémite, toute critique d'Israël, et à effacer de l'histoire le fait que les Palestiniens n'ont plus d'état et que beaucoup sont réfugiés à l'étranger. Il y a deux ans, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est même allé jusqu'à prétendre tout à fait abusivement que c'étaient les Palestiniens qui avaient suggéré à Hitler l'idée de la solution finale.

Qu'ils vivent sous occupation israélienne ou dispersés dans la diaspora à cause des Israéliens, les Palestiniens s'imaginent parfois que si l'Holocauste n'avait pas eu lieu, Israël n'existerait pas non plus. Au lieu de réinventer le passé, nous devrions en tirer des leçons pour nous construire un avenir pacifique et humain. Premièrement, le secret de la construction d'un État palestinien (quelle que soit sa forme) est la solidité et la force de ses habitants, de ses institutions et sa société civile, ainsi que la détermination de ses dirigeants politiques et de sa société civile à lutter contre l'occupation

israélienne et contre la violation des droits des Palestiniens. Deuxièmement, même si l'Holocauste n'a pas directement provoqué l'émergence de l'État d'Israël, nous devons souhaiter qu'il n'ait pas eu lieu pour la seule raison qui compte: la raison morale.

Mouin Rabbani: Les conséquences de la paix séparée de Sadate

Le peuple palestinien semble avoir une relation difficile avec les années qui se terminent par le chiffre sept. Le Premier congrès sioniste s'est tenu dans la ville suisse de Bâle en 1897; En 1917, Arthur Balfour publia sa déclaration ignominieuse par laquelle la Grande-Bretagne s'engageait à transformer la Palestine en foyer national juif; la Commission Peel, recommandant que Londres adopte la Partition en tant que politique officielle, a publié son rapport en 1937; La résolution 181 de l'Assemblée générale des Nations Unies recommandant la Partition de la Palestine a été adoptée le 29 novembre 1947; et le petit état d'Israël qui en résulta occupa le reste de la Palestine et d'autres territoires arabes en 1967. Un demi-siècle plus tard, en 2017, il semble s'y être installé de façon plus ou moins permanente. L'exception remarquable dans ce schéma de dépossession et de tragédie est l'année 1987, année où l'Intifada, le soulèvement populaire du territoire palestinien occupé, a éclaté pour donner une fois de plus aux Palestiniens l'espoir de la libération nationale.

L'année qui manque dans cette série de dates, est 1977, celle où le dirigeant égyptien Anouar Sadate a pris l'initiative de faire une paix séparée avec Israël. Le « pèlerinage » comme il l'a lui-même appelé, de Sadate pour aller embrasser Menahem Begin est systématiquement présenté comme le début prometteur d'un processus de paix arabo-israélien qui s'est ensuite détérioré. On n'a pas besoin du recul pour voir que ce n'était et n'aurait jamais pu être le cas. Sadate avait passé une grande partie des années 1970, et en particulier des années qui ont suivi la guerre d'octobre 1973, à reconfigurer l'Égypte. Alors qu'elle était auparavant le centre de gravité du monde arabe et avait une notoriété mondiale, sous la direction de Sadate, l'Égypte s'était graduellement réduite à un État client américano-saoudien. Les réformes socio-économiques qui ont accompagné ces développements – la politique d'*infitah* – ont ouvert les portes de l'Égypte à tous les capitalistes et réseaux véreux prêt à payer le prix d'entrée.

Tout cela a également provoqué, au début de 1977, une explosion populaire comme il n'y en avait pas eu depuis le coup d'État de 1952, qui a failli mettre fin à la domination de Sadate. Sa visite surprise à Tel Aviv plus tard dans l'année a été le résultat direct de ces développements. Mais présenter son initiative comme inévitable – comme la conséquence logique et nécessaire des accords de désengagement du Sinaï de 1974-1975 suite à la guerre israélo-arabe d'octobre 1973 – revient à lire l'histoire en commençant par la fin. Il avait une bonne raison de prendre ses amis et ses ennemis par surprise. D'un seul coup d'un seul, le leader égyptien, un homme à part et de plus en plus perdu, a renoncé à l'option militaire arabe contre Israël. Ce faisant, il a également privé l'OLP et les États arabes d'une option diplomatique crédible.

La conséquence immédiate a été l'invasion dévastatrice du Liban en 1982 et l'expulsion du mouvement national palestinien du Liban. Une décennie plus tard, l'accord d'Oslo de 1993 n'a été rien d'autre que l'élaboration du plan d'autonomie incorporé dans le traité de paix israélo-égyptien de 1979. Qu'Israël n'ait pas encore baptisé une colonie du nom d'Anwar Sadat est un des grands mystères de la région. Si l'Égypte, comme elle a failli le faire, avait résisté à la tentation d'une paix séparée avec Israël à la fin des années 1970, le Moyen-Orient serait aujourd'hui très différent et presque certainement beaucoup plus agréable à vivre. Les Palestiniens et les États arabes auraient conservé une option diplomatique crédible et auraient été en mesure d'exercer une pression militaire significative si Israël avait refusé de faire des compromis.

Jaber Suleiman: Réapprendre les leçons de la première Intifada

La première Intifada de 1987 fut un brillant exemple de la lutte palestinienne contre l'occupation israélienne. Elle a mobilisé tous les segments du peuple palestinien et s'est distinguée par son unité, son organisation et sa créativité. Elle a également remis la cause palestinienne sur la scène internationale après que l'OLP a été chassée de Beyrouth en 1982, en perdant sa base.

Depuis lors, chaque fois que les Palestiniens se lèvent contre l'occupation israélienne, nous nous demandons s'il s'agit d'une nouvelle Intifada – une troisième Intifada, puisque l'Intifada de l'année 2000 a été la deuxième. Certains analystes n'hésitent pas à utiliser le terme « intifada » pour désigner toute action populaire prometteuse, comme le mouvement des jeunes de 2015 et, plus récemment, la « vague de colère » de Jérusalem, qui se poursuit par intermittence en cette année 2017. Cela souligne la position charnière de la première Intifada, qui a duré trois ans. En effet, on ne peut la comparer qu'à la grande révolte palestinienne de 1936-1939. L'Intifada et la révolte se sont toutes les deux soldées par un tragique échec, quoique dans des circonstances historiques différentes.

Les dirigeants palestiniens des années 1930 ont accepté d'arrêter la révolte, à l'appel des dirigeants arabes, et de faire confiance aux « bonnes intentions de notre allié britannique » qui s'était engagé à accéder aux demandes arabes. En 1988, l'OLP a décidé lors de la 19ème session du Conseil national d'utiliser le capital politique de la première Intifada pour obtenir la liberté et l'indépendance. Elle a cru que le message était passé et que la force de l'Intifada permettrait de mettre en application le

programme politique provisoire adopté en 1974, qui comprenait la création d'une entité palestinienne sur n'importe quelle partie de la Palestine libérée. Elle n'a obtenu qu'une caricature d'état à la suite des Accords d'Oslo.

Étant donné que la révolte de 1936 n'avait pas permis aux Palestiniens d'obtenir le respect de leur droit à l'autodétermination, pourquoi la première Intifada n'a-t-elle pas tenu compte de cette première expérience riche d'enseignements pour éviter la même fin tragique? La première Intifada a subi le même sort que la révolte de 1936 parce qu'elle s'est investie trop rapidement dans le processus d'Oslo dont le peuple palestinien continue de payer les conséquences, notamment en termes de division, de fragmentation et d'affaiblissement de son mouvement national qui avait pourtant occupé une place de premier plan dans les mouvements de libération nationale du monde entier dans les années 1970.

C'est une question cruciale maintenant que cent ans ont passé depuis la Déclaration Balfour et que le calamiteux processus d'Oslo est mort après plus de deux décennies de négociations futiles. La nouvelle réalité créée sur le terrain par la présence des colonies israéliennes – et le refus d'Israël de se retirer des terres occupées en 1967 – ont rendu impossible la solution à deux États. Aujourd'hui, il est urgent de se demander comment les leçons de la première Intifada et de ses conséquences peuvent servir à une juste résolution du conflit arabo-israélien.

- L'histoire montre l'importance d'avoir une vision stratégique claire pour la lutte nationale palestinienne et de s'assurer que les mouvements tactiques nourrissent les mouvements stratégiques, et vice versa, à tous les stades de la lutte et en tenant compte des changements sur le terrain et dans les rapports internationaux. Cela garantit qu'à tous les stades de la lutte l'opportunisme politique ne prenne pas le pas sur les objectifs finaux.
- Il est essentiel de s'appuyer sur les fondements juridiques du conflit basés sur les principes de justice consacrés dans la Charte des Nations Unies qui supplantent le droit international en vertu de l'Article I de la Charte. Cela garantit que le fondement juridique des droits des Palestiniens n'est pas manipulé et que ces droits restent la référence dans toutes les négociations. Ce ne fut pas le cas à Oslo.
- La direction palestinienne – actuelle ou future – devrait s'inspirer de l'esprit combatif dont le peuple fait preuve depuis plus d'un siècle en résistant au projet sioniste. Les dirigeants devraient tirer des enseignements de ces expériences historiques pour renforcer leur foi dans le potentiel révolutionnaire du peuple palestinien et s'interdire une exploitation politique mesquine et étroite des solides réalisations de la lutte qui porte atteinte aux droits nationaux palestiniens.

Note:

1. Le gouvernement britannique a adopté le Livre blanc en 1939, et ce fut sa politique jusqu'à la fin du mandat britannique en 1948. Le Livre blanc rejetait la partition et stipulait que le foyer national juif devrait être intégré à une Palestine indépendante avec des limites à l'immigration.

31 octobre 2017 – *Al-Shabaka* – Traduction : *Chronique de Palestine* – Dominique Muselet



Crimes israéliens : la France lave plus blanc !

Ali Abunimah – *La France s'active à aider Israël à blanchir ses crimes.*

Plus tôt ce mois-ci, le gouvernement français a condamné l'expansion rapide des colonies dans le territoire palestinien occupé par Israël, qualifiant ses actions « d'illégales en vertu du droit international ».

Mais comme des déclarations similaires d'autres gouvernements européens, [ce n'était que des mots](#). La vraie politique de la France est d'offrir à Israël son soutien et des récompenses sans aucune condition, quels que soient les crimes qu'il commet.

Un bon exemple en est le festival de propagande de la *Saison France-Israël 2018* organisé par l'Institut Français, la branche culturelle internationale du gouvernement français, en collaboration avec Israël.

Accuser les Palestiniens

Selon l'Institut français : « La Saison France-Israël 2018 marquera une nouvelle et importante étape dans les relations entre les deux pays. Elle mettra à l'honneur, dans tous les domaines de la création, les liens étroits et de haut niveau qui existent déjà, tout en traçant des lignes d'horizon pour l'avenir.

»

Avec des événements de grande ampleur en France et en Israël, l'initiative vise à présenter « l'image

des deux pays [...] à travers des formes et des expressions des plus contemporaines ».

[LIRE EGALEMENT : Une interview de José-Luis Moraguès : « Le BDS s'oppose radicalement au sionisme et à sa vision raciste du monde »](#)

Le principal co-organisateur israélien du festival est Emmanuel Halperin, un présentateur de télévision et ancien diplomate qui a fait la promotion de la propagande anti-palestinienne.

Halperin a déclaré l'année dernière que les Palestiniens cherchent la « destruction d'Israël » grâce à une « stratégie très perverse ». Selon Halperin, les Palestiniens veulent « laisser la situation pourrir » afin de soumettre Israël à la pression internationale.

Il a également affirmé que les Palestiniens voulaient qu'Israël maintienne son [siège brutal de Gaza](#) imposé depuis dix ans afin de « ternir l'image d'Israël dans la communauté internationale ».

Effacer la Nakba

Le choix de 2018 pour ce festival de propagande ne peut être une coïncidence. L'année prochaine marque le [70e anniversaire de la Nakba](#), le nettoyage ethnique des Palestiniens par les milices sionistes afin d'établir l'État israélien sur les ruines de la société palestinienne.

La semaine dernière, des militants de [BDS France](#), un groupe soutenant la campagne de [Boycott, Désinvestissement et Sanctions](#), se sont rassemblés devant le siège de l'Institut français à Paris pour « dénoncer la scandaleuse opération de propagande France-Israël 2018 visant à renforcer les relations entre la France et l'apartheid régime. »

« Nous ne nous laissons pas bernier par des appels au dialogue quand ils concernent un État qui utilise la culture dans le but politique de restaurer son image internationale », a déclaré BDS France. « La culture ne peut jamais blanchir Israël de ses crimes, persécutions et discriminations, que ce soit contre les populations de Gaza et de Cisjordanie, les Palestiniens vivant en Israël ou les réfugiés ».

Des élus menacés

Pendant ce temps, la campagne de répression menée par les autorités françaises contre les citoyens qui militent pour demander des comptes à Israël se poursuit.

Plus tôt ce mois-ci, la police a [convoqué](#) quatre élus municipaux de la ville d'Ivry, dont le maire, pour enquêter sur les déclarations qu'ils ont faites en faveur du boycott des biens issus des colonies israéliennes.

[LIRE EGALEMENT : Le combat à venir : 13 questions sur les origines et les objectifs du BDS et sur la guerre menée contre lui](#)

Les déclarations ont été faites lors d'un débat l'an dernier, lorsque le conseil de cette municipalité de la banlieue parisienne a voté à une [large majorité](#) pour demander au gouvernement français de mettre fin à la répression à l'encontre du mouvement BDS, et qu'il interdise l'importation des biens produits dans les colonies.

La plainte de la police a été déposée par le BNVCA, un [groupe de pression israélien](#) qui se fait passer pour une organisation antiraciste.

La résolution de la ville est conforme à un [consensus international croissant](#) sur le fait que le commerce des biens issus de la colonisation devrait être interdit.

Mais maintenant, les responsables d'Ivry pourraient être accusés de « provocation publique à la discrimination » simplement pour avoir été dans le sens de ce consensus selon lequel Israël devrait être obligé de respecter le droit international.

Philippe Bouyssou, un des responsables visés par la plainte, a qualifié l'intervention policière « d'attaque intolérable à la liberté d'expression ».

Au cours de sa campagne électorale au début de cette année, le président [Macron](#) a promis que, s'il était élu, il poursuivrait la campagne de répression de son prédécesseur contre le mouvement BDS. Contrairement à l'[enthousiasme](#) manifesté par la France pour la promotion des intérêts d'Israël, elle est restée [silencieuse pendant deux mois](#) entiers au sujet de la détention par Israël, sans inculpation ni jugement, de [Salah Hamouri](#), un défenseur des droits humains de nationalité palestino-française.



* **Ali Abunimah** est un journaliste palestino-américain, auteur de [The Battle for Justice in Palestine](#). Il a contribué à [The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict](#). Il est le cofondateur de la publication en ligne [The Electronic Intifada](#) et consultant politique auprès de [Al-Shabaka](#).

Articles du [même auteur](#).

31 octobre 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction: [Chronique de Palestine](#)



Qu'est-ce qui se cache derrière l'accord Hamas-Fatah ?

Ramzy Baroud - *Le vif intérêt de l'Égypte dans l'arbitrage du conflit entre les factions palestiniennes*

du Hamas et du Fatah, n'a rien à voir avec une prise de conscience soudaine.

Le Caire a, en fait, joué un rôle tout à fait destructeur en manipulant en sa faveur les divisions inter-palestiniennes, tout en gardant verrouillé le passage frontalier de Rafah.

Mais ce qui est sûr, c'est que les dirigeants égyptiens opèrent en coordination étroite avec Israël et les États-Unis. Bien que les déclarations de Tel-Aviv et de Washington restent prudentes en ce qui concerne les pourparlers en cours entre les deux partis palestiniens, leur interprétation n'exclut pas la possibilité d'un souci de faire adhérer le Hamas à un gouvernement d'unité sous la direction de Mahmoud Abbas.

Les commentaires du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu au début d'octobre appuient cette affirmation. Selon le [Times of Israel](#), il n'a pas catégoriquement rejeté un gouvernement du Hamas et du Fatah, mais a exigé que « tout futur gouvernement palestinien devra dissoudre l'aile armée de l'organisation terroriste (Hamas), rompre tous les liens avec l'Iran et reconnaître l'État d'Israël. »

Une interview de Ahmad Youssef, analyste et conseiller politique

Le président égyptien, Abdel-Fattah al-Sissi, voudrait aussi voir un Hamas affaibli, un Iran marginalisé et un accord qui ramène l'Égypte au centre de la diplomatie du Moyen-Orient.

Sous les auspices du dictateur égyptien, le rôle autrefois central de l'Égypte dans les affaires de la région s'est évanoui.

Mais la réconciliation entre le Hamas et le Fatah donne à al-Sissi une fenêtre d'opportunité pour redorer l'image de son pays qui a été ternie ces dernières années par des mesures brutales contre l'opposition de son pays et par ses interventions militaires mal inspirées en Libye, au Yémen et ailleurs.

En septembre, en marge de la conférence de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, al-Sisi a [rencontré publiquement](#) Netanyahu pour la première fois. La nature exacte de leurs discussions n'a jamais été pleinement révélée, bien que les [médias rapportent](#) que le dirigeant égyptien a tenté de convaincre Netanyahu d'accepter un accord d'unité entre le Hamas et le Fatah.

Dans son discours à l'Assemblée Générale des Nations Unies, al-Sisi a également lancé un appel [passionné et incongru](#) à la paix. Il a parlé d'une « opportunité » qui doit être saisie pour parvenir à un accord de paix au Moyen-Orient, et il a appelé le président américain Donald Trump à « écrire une nouvelle page de l'histoire de l'humanité » en profitant de cette supposée opportunité.

Il est difficile d'imaginer qu'al-Sisi, dont l'influence sur Israël et les États-Unis est plus que limitée, soit capable de créer, à lui seul, l'environnement politique nécessaire à la réconciliation entre les factions palestiniennes.

Plusieurs tentatives de ce genre ont été faites dans le passé mais ont échoué, notamment en 2011 et en 2014. Dès 2006, l'administration George W. Bush a interdit une telle réconciliation, usant de menaces et en bloquant des fonds pour s'assurer que les Palestiniens restent divisés. L'administration de Barack Obama a suivi, parachevant l'isolement de Gaza et la division palestinienne, tout en soutenant la politique d'Israël.

[LIRE EGALEMENT : L'accord Fatah-Hamas est-il « gagnant gagnant » ?](#)

Contrairement aux administrations précédentes, Donald Trump a voulu soulever des espoirs concernant le parrainage d'un accord de paix. Cependant, il a pris dès le début le parti d'Israël, promettant le déménagement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem et nommant un extrémiste, David Friedman – un ambassadeur du sionisme par excellence – en tant qu'ambassadeur des États-Unis en Israël.

Bien que Trump ait signé en juin dernier un ordre temporaire pour maintenir l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv – décevant beaucoup de ses fans pro-israéliens – cette décision n'est en rien une indication d'un changement de politique.

« Je veux donner une impulsion pour la paix avant que de penser même à déplacer l'ambassade à Jérusalem », a [déclaré Trump](#) dans une interview télévisée récemment. « Si nous pouvons faire la paix entre les Palestiniens et Israël, je pense que cela conduira à une paix ultime au Moyen-Orient, ce qui doit se produire ».

À en juger par les précédents historiques, il est évident qu'Israël et les États-Unis ont donné le feu vert à la réconciliation palestinienne avec un objectif clair en tête. Pour sa part, Israël veut voir le Hamas s'éloigner de l'Iran et abandonner la résistance armée, tandis que les États-Unis veulent relancer leur politique de la région, les intérêts israéliens restant primordiaux.

L'Égypte, bénéficiaire d'une généreuse aide militaire américaine, est le moyen naturel d'inclure la composante « réconciliation Hamas-Fatah » dans la nouvelle stratégie.

Ce qui laisse fortement supposer que des acteurs puissants soutiennent les efforts de réconciliation, c'est la façon fluide dont tout le processus s'est déroulé jusqu'à présent, en contradiction totale avec des années d'efforts infructueux et des accords à répétition sans résultats.

Ce qui apparaissait avant tout comme une autre série futile de pourparlers sous l'égide de l'Égypte, a bientôt produit un premier memorandum, suivi d'un accord du Hamas pour dissoudre son comité administratif gérant les affaires de Gaza, suivi d'une visite du gouvernement national de consensus à Gaza et enfin d'une approbation des termes de la réconciliation nationale par les deux plus puissants organes du Fatah : le [Conseil révolutionnaire et le Comité central](#).

[LIRE EGALEMENT : Fatah et Hamas](#)

Comme le Fatah contrôle l'Autorité Palestinienne (AP), cette [dernière recommandation](#) préconisée par

Mahmoud Abbas était une étape importante pour faire avancer le processus, alors que le Hamas et le Fatah se préparaient à des pourparlers plus importants au Caire.

Contrairement aux précédents, l'accord d'aujourd'hui permettra au Hamas de participer activement au nouveau gouvernement d'unité. Le haut responsable du Hamas, Salah Bardawil, l'a confirmé dans un communiqué. Cependant, Bardawil a également insisté sur le fait que le Hamas ne déposerait pas ses armes, et que la **résistance à Israël n'était pas négociable**.

Si l'on laisse de côté le pouvoir des États-Unis, d'Israël et de l'Égypte, ceci est en fait le nœud de la question. Naturellement, les Palestiniens sont désireux de réaliser l'unité nationale, mais cette unité doit être fondée sur des principes qui sont beaucoup plus importants que les intérêts égoïstes des partis politiques.

En outre, parler d'unité sans même aborder les errements du passé et sans s'entendre sur une stratégie nationale de libération dont la résistance est la base, le gouvernement d'union du Hamas et du Fatah se révélera aussi dépourvu de signification que tous les autres gouvernements qui opèrent – et ont opéré – sans réelle souveraineté et disposent au mieux de mandats populaires douteux.

Pire encore, si l'unité est guidée par un soutien tacite des États-Unis, un accord discret israélien et des objectifs égyptiens totalement égoïstes, on peut s'attendre à ce que le résultat soit très éloigné des aspirations réelles du peuple palestinien, lequel reste peu impressionné par l'agitation de ses dirigeants.

Alors qu'Israël a investi des années dans le maintien de la division inter-palestinienne, les factions palestiniennes sont restées obnubilées par des intérêts personnels pitoyables et un « contrôle » sans valeur sur une terre militairement occupée.

Il devrait être clair que tout accord d'unité qui tient compte de l'intérêt des factions aux dépens du bien collectif du peuple palestinien, est une imposture. Même si celle-ci « réussit » au départ, elle échouera sur le plus long terme, puisque la Palestine est plus forte que n'importe quel individu, faction ou puissance régionale à la recherche de la bienveillance d'Israël et de l'argent américain.



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#).

Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net.
Articles [du même auteur](#).

12 octobre 2017 - Transmis par l'auteur - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah



En attendant le successeur de Daech

Ramzy Baroud - *La deuxième plus grande ville d'Irak, Mossoul, a été transformée en décombres.*

La ville a finalement été conquise, tirée des mains de Daesh après des mois de bombardements impitoyables par la coalition de guerre dirigée par les États-Unis, et après une offensive terrestre massive.

Mais parler de « victoire » est abusif. Mossoul, autrefois le bijou culturel et le modèle de coexistence de l'Irak, est maintenant une « ville de cadavres », comme l'a [décrit un journaliste étranger](#) qui parcourait les ruines, tout en tentant de se protéger de la terrible mauvaise odeur.

« Vous avez probablement entendu parler de milliers de personnes tuées... des victimes civiles », a déclaré Murad Gazdiev. « Ce dont vous n'avez probablement pas entendu parler, c'est de l'odeur. C'est nauséabond, répugnant, et c'est partout : l'odeur des corps en putréfaction ».

En fait, l'odeur des corps en train de pourrir se retrouve partout où Daesh a été vaincu. Le groupe qui avait autrefois en 2014 déclaré un Califat – un État islamique – en Irak et en Syrie, et qui avait été laissé librement se développer dans toutes les directions, est en passe d'être vaincu.

Il est légitime de se demander comment un petit groupe, lui-même engendré par d'autres groupes également notoires, a pu déclarer, élargir et faire fobntionner un « État » pendant plusieurs années, dans une région où l'on trouve les armées étrangères, les milices et les services de renseignements les plus puissants du monde.

Mais une telle question ne devrait-elle pas être laissée de côté maintenant que Daesh est finalement mis en déroute, de la façon la plus violente et la plus radicale ?

En fait, c'est sur quoi presque tout le monde semble s'entendre. Même ceux qui sont des rivaux politiques et militaires sont ouvertement unis sur cet objectif.

En plus de la ville de Mossoul en Irak, Daesh a également été vaincu dans sa forteresse de Raqqa, à l'est de la Syrie.

Ceux qui ont par miracle survécu aux batailles de Mossoul et Raqqa sont maintenant encerclés dans

[Deir ez-Zor](#), qui promet d'être leur dernière bataille majeure.

En fait, la guerre contre Daesh se déplace déjà vers des zones situées hors des grands centres de population où le groupe militant avait cherché refuge. Les militants de Daesh sont également expulsés de ces régions, comme dans la partie ouest de [la région de Qalamoun](#) sur la frontière entre la Syrie et le Liban.

Le Hezbollah s'empare des Monts Arsal, dans le Qalamoun

Même le désert n'est plus un lieu sûr. Le désert de Badiya, s'étendant du centre de la Syrie jusqu'aux frontières de l'Irak et de la Jordanie, est aujourd'hui le lieu de [forts combats](#), centrés sur la ville de Sukhnah.

Brett McGurk, envoyé spécial des États-Unis pour la « Coalition mondiale de lutte contre ISIS », est récemment retourné aux États-Unis après avoir passé quelques jours dans la région. Il a parlé au [réseau de télévision de CBS](#) avec une confiance évidente.

Les forces de Daesh « se battent pour leur vie, morceau après morceau », a-t-il déclaré, estimant que le groupe militant avait perdu environ 78% des zones qu'il contrôlait autrefois en Irak depuis son apogée en 2014, et environ 58% de ses territoires en Syrie.

Les officiels et les médias nord-américains font référence aux gains militaires qu'ils attribuent aux forces dirigées par les États-Unis et ignorent tous les autres, alors que les alliés russes font tout le contraire.

Mis à part les nombreuses tragédies humaines associées à ces victoires, aucune des parties impliquées n'a assumé la responsabilité de la montée de Daesh.

Ils doivent assumer cette responsabilité, et non seulement comme une question de responsabilité morale. Si l'on ne comprend pas et si l'on ne s'attaque pas aux raisons de la montée de Daesh, soyons alors certains que sa chute engendrera un autre mouvement avec une vision tout aussi dommageable, désespérante et violente.

Tous ces beaux-parleurs dans les grands médias qui ont prétendu analyser les racines de Daesh, décortiquent imprudemment ses différentes influences idéologiques sans tenir compte de la réalité politique qui a donné naissance au groupe.

Que ce soit Daesh, Al-Qaïda ou tout autre organisation, ces groupes naissent généralement et renaissent dans des lieux qui souffrent de la même maladie chronique : un gouvernement central faible, une invasion étrangère, une occupation militaire et une terreur étatique.

Le terrorisme est le sous-produit de la brutalité et de l'humiliation, quelle qu'en soit la source, mais il est plus prononcé lorsque cette source est étrangère.

Si ces facteurs ne sont pas réellement traités et discutés, il ne peut y avoir de fin du terrorisme.

Ainsi, il ne faut pas être surpris que Daesh se soit formé et ait prospéré dans des pays comme l'Irak, la Syrie, la Libye, et des régions comme le désert du Sinai. De plus, beaucoup de ceux qui ont répondu à l'appel de Daesh émergent souvent de communautés qui ont terriblement souffert de la cruauté de régimes arabes sans pitié, mais aussi de négligence, de haine et d'aliénation dans les sociétés occidentales.

La raison pour laquelle beaucoup refusent de reconnaître un tel fait – et se battent bec et ongles pour éviter même d'en parler – c'est qu'admettre la moindre responsabilité les rendrait responsables de la création même du terrorisme qu'ils prétendent combattre.

Ceux qui se contentent de critiquer l'islam, une religion qui a été l'un des principaux facteurs de la renaissance culturelle européenne, ne sont pas simplement ignorants et beaucoup d'entre eux obéissent à des objectifs tout à fait condamnables. Mais leur idée absurde de vouloir incriminer la religion est aussi stupide que la « guerre contre le terrorisme » concoctée par George W. Bush.

En gros, les jugements mal avisés ne peuvent que prolonger les conflits.

De plus, toutes ces généralités faciles nous empêchent de voir les [liens précis et évidents](#) entre, par exemple, l'avènement d'al-Qaeda en Irak et l'invasion américaine de ce pays, ou entre la montée en puissance d'al-Qaeda sous la direction d'Abu Musab al-Zarqawi et la division sectaire de ce pays sous l'autorité américaine en Irak, à savoir Paul Bremer et ses alliés dans le gouvernement chiite à Bagdad. Il aurait été clair dès le début que Daesh, aussi notablement violent qu'il puisse être, était un des symptômes et non une cause. Après tout, Daesh n'a que 3 ans d'existence alors que l'occupation étrangère et la guerre dans la région lui sont antérieures de nombreuses années.

Bien qu'il nous ait déjà été dit – par Daesh lui-même, mais aussi par les médias – que [Daesh était là pour rester](#), il s'est avéré que le groupe n'est qu'une phase temporaire dans un scénario violent fait pour durer, entretenu par l'absence de moralité et de courage intellectuel pour examiner les véritables racines de cette violence.

Il est probable que la victoire sur Daesh sera de courte durée. Le groupe va sûrement développer une nouvelle stratégie de guerre ou connaître une nouvelle mutation. L'histoire nous l'a souvent enseigné. Il est également probable que ceux qui revendiquent fièrement d'avoir anéanti de façon systématique et efficace le groupe – en même temps que des villes entières – ne s'arrêteront pas un instant pour s'interroger sur ce qu'ils devraient faire pour empêcher un nouveau Daesh de prendre forme.

Curieusement, la « Coalition mondiale dirigée par les États-Unis pour lutter contre ISIS » dispose de la puissance de feu nécessaire pour transformer des villes entières en décombres, mais n'a pas la sagesse de comprendre que la violence débridée ne génère que de nouvelles violences. La terrorisme étatique, les interventions étrangères et l'humiliation collective de nations entières sont tous les ingrédients nécessaires pour [répéter le bain de sang](#).



* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de PalestineChronicle.com. Son dernier livre, Résistant en Palestine – Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à Demi-Lune. Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur Scribest. Visitez son [site personnel](#).

Articles [du même auteur](#).

9 août 2017 – [The Palestine Chronicle](#) – Traduction : [Chronique de Palestine](#) – Lotfallah



Al-Aqsa : la victoire des Palestiniens à Jérusalem est un moment qui fera date

Ramzy Baroud – *Ni le Fatah ni le Hamas n'ont joué de rôle déterminant dans les manifestations de masse organisées en défense de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem.*

Les pressions américaines, les inquiétudes européennes ou les habituelles déclarations arabes ne font aucune différence. Les responsables des Nations Unies ont mis en garde contre les sombres scénarios d'escalade dans les violences, mais leurs déclarations étaient purement formelles.

Le mouvement de masse spontané à Jérusalem qui a finalement [contrecarré les plans israéliens](#) de transformer le statut d'Al-Aqsa, était purement un mouvement populaire. Malgré le prix élevé de plusieurs morts et de centaines de blessés, il a contesté à la fois le gouvernement israélien et les dirigeants palestiniens.

Israël a bouclé le complexe d'Al-Aqsa le 14 juillet, [après une fusillade](#) entre trois Palestiniens armés et des officiers israéliens d'occupation. Le complexe a été rouvert quelques jours plus tard mais les fidèles palestiniens ont refusé d'y pénétrer, car des installations de sécurité, des barrières, des caméras et des détecteurs de métaux [y avaient été installés](#).

Le peuple de Jérusalem a immédiatement compris l'implication de l'action israélienne. Au nom de mesures de sécurité supplémentaires, le gouvernement israélien exploitait la situation pour changer le statut d'Al-Aqsa dans le cadre de ses efforts permanents visant à davantage isoler les Palestiniens et à judaïser la ville illégalement occupée.

L'armée israélienne a occupé Jérusalem-Est [en 1967](#), l'annexant en 1981 au mépris du droit international et malgré l'opposition des Nations Unies.

Depuis 50 ans, Jérusalem a subi des violences quotidiennes. Les Israéliens ont tout fait pour élargir leur présence dans la ville, [augmenter le nombre de colons juifs](#) illégaux et séparer Jérusalem du reste des Territoires palestiniens. Mais les Palestiniens, les musulmans et les chrétiens ont toujours résisté.

Le complexe d'Al-Aqsa – également connu sous le nom de Haram Al-Sharif ou du Noble Sanctuaire – est l'élément le plus symbolique de leur lutte. C'est un microcosme du destin de la ville occupée, en fait du destin de l'ensemble de la terre palestinienne.

Le complexe a été administré par le Waqf islamique [Fondation], grâce à un accord israélo-jordanien. Beaucoup d'hommes politiques israéliens dans le parti du Likud et la coalition du gouvernement d'extrême-droite dirigée par Netanyahu, ont essayé de changer cela.

Les Palestiniens comprennent que le sort de leur mosquée et l'avenir de leur ville sont étroitement liés. Pour eux, si Al-Aqsa est perdu, Jérusalem sera alors définitivement conquise.

Cette lutte entre les fidèles palestiniens et l'armée israélienne, se manifeste tous les jours, généralement avec un sommet le vendredi. C'est dans ce jour sacré pour les musulmans que des dizaines de milliers de fidèles affluent à Al-Aqsa pour prier, souvent freinés dans leur élan par de nouvelles normes militaires et règlements de l'armée. Sous le prétexte de la sécurité, les jeunes Palestiniens en particulier ont été empêchés de se rendre à Al-Aqsa.

Mais la lutte pour Jérusalem peut rarement être exprimée dans des chiffres, en nombre de morts et dans des reportages télévisés. C'est la lutte constante des Palestiniens du peuple pour l'espace, l'identité et la préservation de la sacralité de leur terre sainte.

Au cours des deux dernières années, la lutte est montée d'un cran à mesure qu'Israël commençait à étendre ses colonies illégales à Jérusalem-Est et que ses partis d'extrême-droite publiaient une série de lois ciblant les Palestiniens dans la ville. Parmi ces lois se trouve celle qui concerne l'appel à la prière, qui vise à empêcher les mosquées de faire [l'appel à la prière de l'aube](#), comme cela se fait depuis plus d'un millénaire.

Les jeunes Palestiniens, dont la majorité sont nés après les infructueux [accords d'Oslo](#), [ne supportent plus](#) que les soldats israéliens contrôlent tous les aspects de leur vie et que leurs dirigeants corrompus soient [de plus en plus indignes](#) et hors de tout contrôle.

Cette frustration a [s'est exprimée de nombreuses façons](#) : dans la résistance non violente, les

nouvelles idées politiques, l'art, la musique, les médias sociaux, mais aussi dans des [actes individuels de résistance](#) violente.

Depuis la récente Intifada d'Al-Quds - soulèvement de Jérusalem - qui a commencé en octobre 2015, « quelque 285 Palestiniens sont morts dans des attaques présumées, des manifestations et des raids de l'armée (israélienne) », [ont expliqué](#) Farah Najjar et Zena Tahhan. Environ 47 Israéliens ont été tués au cours de la même période.

Mais l'Intifada était en quelque sorte contenue et gérée. Certes, les groupes de défense des droits de l'homme ont protesté contre la mort de nombreux Palestiniens, mais sans grand effet sur le terrain. L'Autorité palestinienne a [continué à fonctionner](#), coupée de la réalité violente à laquelle font face quotidiennement les Palestiniens.

La fusillade du 14 juillet pourrait avoir marqué un autre épisode violent parmi beaucoup d'autres signalés à Jérusalem ces derniers mois. À la suite de ces événements, le discours officiel israélien a totalement fait l'impasse sur l'occupation militaire et s'est concentré plutôt sur la question de la « sécurité » d'Israël menacée par le « terrorisme palestinien ». Les politiciens se sont alors mis en branle pour de nouvelles lois, des propositions et des idées radicales pour exploiter une situation tragique et maintenir le *statu quo*.

Compte tenu de tout ce qui a été vécu par les Palestiniens, toute analyse politique rationnelle aurait pu conclure que ces derniers perdraient également cette bataille. Les États-Unis soutenant pleinement les mesures israéliennes et la communauté internationale restant totalement apathique, les habitants de Jérusalem semblaient n'avoir guère de chances de leur côté.

Mais une telle approche du conflit, aussi logique puisse-t-elle paraître, se révèle terriblement fautive puisqu'elle néglige la force populaire.

Dans cette dernière confrontation, les Palestiniens de Jérusalem ont gagné, mettant en avant un modèle impressionnant de mobilisation et de solidarité populaire pour tous les Palestiniens. L'armée israélienne a enlevé les barricades et les détecteurs de métaux, poussant Israël au bord d'une crise politique où se mêlaient politiciens en colère, militaires et service de renseignement [Shin Bet]. La victoire du peuple a été une énorme embarras pour Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne à Ramallah. Il a essayé de « prendre en marche le train des protestations » mais a échoué, a rapporté [l'Atlantic](#).

D'autres factions, également, se sont rapidement mobilisées pour capitaliser sur la victoire populaire, mais leurs efforts ont paru artificiels et dépourvus de sincérité.

« Aujourd'hui est une journée de joie, pleine de célébration et de chagrin en même temps - de douleur pour les personnes qui ont perdu la vie et ont été blessées », a déclaré un manifestant aux journalistes, alors que des milliers de fidèles ont [pendant près de deux semaines](#) pris d'assaut les portes de Jérusalem armés de leurs tapis de prière, de drapeaux et de chants.

« C'est un mouvement populaire qui n'est contrôlé ni par le Hamas ni par le Fatah, les dirigeants politiques traditionnels des Palestiniens », a déclaré le journaliste Imran Khan à l'extérieur du complexe.

Ce mouvement de base était fait de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants. Parmi eux, Zeina Amro, qui a cuisiné tous les jours pour ceux qui se tenaient fermement à l'extérieur du complexe, puis a été blessée par une balle en acier enrobée de caoutchouc tirée à la tête. Mais elle est retournée le lendemain pour exhorter les hommes à tenir bon.

Parmi eux également l'enfant Yousef Sakafi, dont les tâches incluaient de rafraîchir avec de l'eau ceux qui se tenaient des heures durant sous l'implacable soleil, refusant de bouger.

Parmi eux également de nombreux [chrétiens palestiniens](#) qui sont venus prier aux côtés de leurs frères musulmans.

Rapportant depuis Jérusalem, les reportages télévisés et les photos des journaux ont montré des foules nombreuses, se tenant debout ou assises, priant ou se déplaçant sous les balles, les bombes sonores et les gaz lacrymogènes.

Mais la foule est composée d'individus, comme Zeina, Yousef et beaucoup d'autres, tous endurcis par leur persévérance à faire face à l'injustice avec leurs seules poitrines, donnant un magnifique exemple de ce que peut être la ténacité humaine.

Bien sûr, plus de violence suivra, car l'occupation israélienne dispose de plus en plus de moyens et est implacable, mais les Palestiniens du peuple n'abandonneront pas le combat. Ils ont pris leur résolution il y a bientôt 70 ans.

L'approche politique classique est incapable d'expliquer comment une nation qui a subi tant de revers peut encore se mobiliser contre une armée et gagner.

Mais le pouvoir du peuple dépasse souvent ce qui est apparemment rationnel. Presque privés de dirigeants, les Palestiniens restent une nation forte, unie par une identité qui repose sur les piliers que sont les droits de l'homme, la résistance et la fermeté.



* **Dr Ramzy Baroud** écrit sur le Moyen-Orient depuis plus de 20 ans. Il est chroniqueur international, consultant en médias, auteur de plusieurs livres et le fondateur de

PalestineChronicle.com. Son dernier livre, Résistant en Palestine - Une histoire vraie de Gaza (version française), peut être commandé à [Demi-Lune](#). Son livre, La deuxième Intifada (version française) est disponible sur